



67e session de l'Assemblée générale

Plénière

Point 118a de l'ordre du jour

Moyens civils à mobiliser dans les situations postconflituelles Civilian capacity in the aftermath of conflict

New York, le 17 décembre 2012

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse félicite le Secrétaire général pour ses efforts et les progrès accomplis en matière de mobilisation de moyens civils dans les situations postconflituelles. Nous continuons de croire que ces efforts comptent au nombre des mesures les plus importantes actuellement engagées dans ce domaine au sein du système onusien. Tout comme le Secrétaire général, nous sommes d'avis que les récents événements confirment le bien-fondé de cette approche. Par ailleurs, nous félicitons le Secrétaire général pour la transparence et l'ouverture dont il fait preuve dans sa conduite du processus. La Suisse a toujours soutenu et continue aujourd'hui encore à soutenir le déploiement d'efforts visant à renforcer les capacités civiles après un conflit.

Permettez-moi maintenant de revenir sur quatre points auxquels la Suisse attache une importance particulière :

Premièrement, l'adoption d'une démarche coordonnée et systémique reste primordiale. En œuvrant au renforcement des capacités civiles, nous sommes contraints de sortir des sentiers battus, c'est-à-dire du cadre onusien, et d'avoir une perspective plus large. Le chapitre sur les partenariats le démontre clairement. Il est essentiel que nous ayons une idée précise des autres acteurs impliqués et de leurs actions et que nous identifions les lacunes et la meilleure façon de les combler. L'ONU n'est pas obligée de relever à elle seule tous les défis qui se posent ; elle peut partager les responsabilités avec d'autres intervenants, sachant qu'un processus basé sur la prise en main par les pays devra être privilégié. L'existence de solides partenariats est donc une nécessité dans les contextes complexes de consolidation de la paix qui prévalent aujourd'hui. La collaboration avec la Banque mondiale est particulièrement exemplaire à cet égard. Les Nations Unies et la Banque mondiale ne réalisent plus chacune dans leur coin des tâches successives dans les mêmes domaines ; au contraire, leurs mandats sont interdépendants et doivent tenir compte des contributions de chacun en fonction des

atouts et des avantages comparatifs respectifs. Nous saluons les progrès accomplis ici. Des initiatives prometteuses ont été lancées, comme l'échange de personnel ou le Fonds d'affectation spécial ONU-Banque mondiale, financé par la Suisse. Ce fonds est un outil qui soutient des projets communs, tels l'examen des dépenses publiques au Libéria, lequel sert de fondement à la réforme du secteur de la sécurité dans le pays. Nous sommes convaincus que de telles initiatives ne pourront que contribuer à l'amélioration de cette relation fondamentale.

Deuxièmement, nous aimerions souligner l'importance d'une approche sexospécifique devant être intégrée pleinement dans toutes les actions mises en œuvre. Le Secrétaire général indique qu'il n'existe pas de méthode à l'échelle du système capable d'identifier les compétences nécessaires en la matière au lendemain d'un conflit. Cette prise de conscience est déjà un premier pas en avant. Nous nous réjouissons d'en savoir un peu plus sur l'approche systématique qui est envisagée pour déployer des compétences dans ce domaine. Nous estimons également très judicieuse l'idée d'intégrer des experts de la problématique hommes-femmes, non pas dans des unités spéciales ad hoc, mais dans les principaux secteurs chargés des opérations de consolidation de la paix et dans les bureaux des représentants de haut niveau sur le terrain. Assumant une fonction de coachs, ces spécialistes pourraient initier des discussions plus poussées et stratégiques sur l'importance que revêt la parité des sexes dans la réussite des mesures de consolidation de la paix et sur les moyens d'assurer leur efficacité.

Troisièmement, ce qui compte à nos yeux, ce sont les résultats obtenus. L'application concrète des mesures et l'information réciproque devraient nous fournir de précieuses indications sur la façon d'aller de l'avant. Parmi les exemples récents, citons le Timor-Leste, où les efforts portant sur le renforcement des capacités civiles contribuent au transfert en douceur des responsabilités à une équipe de pays des Nations Unies, et la Libye, où un système de planification innovant a été utilisé. La plate-forme en ligne CAPMATCH est un autre dispositif qui offre la possibilité d'obtenir des résultats probants et constitue un moyen propice à l'apprentissage et aux améliorations. CAPMATCH peut donner une meilleure visibilité aux actions de renforcement des capacités menées par des pays du Sud, et donc stimuler la coopération entre ces derniers, tout en favorisant les changements d'approche nécessaires dans le Nord et au sein de la communauté des donateurs. Afin d'exploiter ce potentiel et de parvenir aux résultats escomptés, la plate-forme CAPMATCH doit faire l'objet d'un consensus et être soutenue durablement, notamment sur le plan financier. Enfin, il est indispensable de répartir clairement les tâches et les responsabilités. Dans ce contexte, nous sommes favorables à la création, dans le domaine de l'état de droit, d'un pôle de coordination mondial axé sur la police, la justice et le système pénitentiaire. Nous attendons avec intérêt les prochaines évolutions dans ces différents dossiers.

Quatrièmement, la question des capacités civiles doit s'inscrire dans une approche à long terme. Le rapport le souligne, entre autres, dans les passages consacrés au renforcement des institutions. Se fondant sur un processus inclusif et la prise en main par les pays, ce dernier requiert un engagement durable de tous les acteurs concernés. Il faudra faire preuve de patience, de persévérance et de courage pour privilégier la viabilité à long terme du projet à ses gains à court terme.

Monsieur le Président,

La Suisse appuie résolument les efforts portant sur la mobilisation des capacités civiles après un conflit et espère pouvoir encore développer cette initiative.

Je vous remercie.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

Mr. President,

Switzerland congratulates the Secretary-General for his efforts and the progress achieved in the area of civilian capacity in the aftermath of conflict. We continue to believe that these efforts are among the most important currently underway in the United Nations system. We also agree with the Secretary-General that recent events confirm this view. Furthermore, we congratulate the Secretary-General on the transparent and inclusive manner in which he steers the process. Switzerland has been and remains a strong supporter of the efforts around civilian capacity in the aftermath of conflict.

Let me now highlight four areas that are particularly important to Switzerland:

First, a systemic and coordinated approach has been and remains crucial. Working on civilian capacity forces us to think outside the box - that is outside the United Nations - and to take a wider perspective. This is clearly reflected in the chapter on partnerships. We have to know who else is around, who is doing what, where the gaps are, and what the most suitable ways are to address them. The United Nations is not obliged to address all challenges alone; instead responsibility can be shared with other actors while prioritizing a nationally owned process. Therefore, close partnerships are a necessity in today's complex peace building environments. A particularly important example is the partnership with the World Bank. The United Nations and the World Bank are no longer actors that sequentially and independently work in the same arenas; instead the mandates interlink and have to take into account the other's contributions in accordance with their strengths and comparative advantages. We welcome progress that has been made in this area. Promising initiatives are underway such as staff exchanges or the United Nations-World Bank Trust Fund funded by Switzerland. The Trust Fund is a tool to support joint projects such as the joint Public Expenditure Review in Liberia which is informing the Security Sector Reform in this country. We are confident that such initiatives can only contribute to improving this crucial relationship.

Second, we would like to emphasize the importance of a gender sensitive approach and of mainstreaming the issue across all endeavors. The Secretary-General reports that there is no system-wide approach to identifying the gender expertise needed in the aftermath of conflict. This realization is the first step towards addressing the problem. We are looking forward to hearing more about the systematic approach envisaged regarding the deployment of gender expertise. We also consider very promising the idea of deploying gender experts in key peace building sectors and in offices of senior field leaders instead of in gender units. Such personnel with a coaching function could engage in more in-depth and strategic discussions on why and how a gender sensitive approach in peace building is a decisive factor for success.

Third, we believe that what counts are the concrete results achieved. Implementation in the field and respective feedbacks should be an important guidance on how to move forward. Recent examples are East Timor, where efforts related to civilian capacities are contributing to a smooth transfer of responsibilities to a United Nations country team, as well as Libya, where an innovative planning approach has been used. The CAPMATCH online platform is another initiative that offers valuable opportunities to achieve concrete results, to learn and to improve. CAPMATCH has the potential to make visible the increased capacity building in the global south. This, in turn, can potentially enhance South-South cooperation and initiate necessary changes in the approach taken by the global North as well as the donor community. Agreement on and sustainable support to CAPMATCH, including financial support, are necessary to realize this potential and to achieve the desired results. Finally, a clear division of tasks and responsibilities is important with regard to the achievement of results. To

this effect, we welcome the establishment of a global focal point for the rule of law focusing on police, justice and corrections. We are looking forward to hearing more on respective developments.

Fourth, when approaching the issue of civilian capacity we have to take a long-term perspective. The report reflects this, *inter alia*, in the passages on institution-building. The latter, based on an inclusive process and national ownership, requires long-term commitment from all actors involved. We need patience and persistence and the courage to give priority to long-term sustainability over short-term gains.

Mr. President,

Switzerland strongly supports efforts related to civilian capacity in the aftermath of conflict and is looking forward to further developing this initiative.

Thank you.